

# «Notre Jeûne fédéral» Rapport d'activités 2003

## **Apprendre aujourd'hui pour demain** **La formation pour lutter contre la pauvreté en Afrique subsaharienne**

### **Formation et pauvreté en Afrique subsaharienne**

Acquérir de nouvelles compétences, et même simplement apprendre à lire, à écrire et à compter, apporte des améliorations importantes dans des domaines aussi divers que la communication, l'augmentation de la productivité agricole, la participation au processus démocratique et de développement, la promotion des femmes, l'amélioration de la situation sanitaire.

La formation représente un outil essentiel de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement, car il y a une forte corrélation entre manque de formation et pauvreté. Or, dans de nombreuses régions du monde, et plus particulièrement en Afrique subsaharienne, même l'éducation de base fait défaut et n'est pas garantie, alors qu'elle fait partie des droits fondamentaux de l'humanité. Les possibilités de formation professionnelle ou de mise en réseau sont, quant à elles, quasiment inexistantes dans nombre de régions.

Vu l'importance mais aussi l'urgence des mesures de formation, une condition pour sortir de la pauvreté, les organisations Action de Carême, Helvetas, Pain pour le prochain et Swissaid ont proposé des projets de formation au Bénin, au Niger et au Sénégal. Ces mesures de formation peuvent concerner l'alphabétisation, l'amélioration de la productivité agricole des paysans, mais aussi la participation à divers réseaux de communication, qui permettront de renforcer des compétences ou encore la responsabilisation des acteurs locaux.

### **L'action «Notre Jeûne fédéral»**

Cette année 2003 consacrée à la formation termine le cycle de trois ans (2001-2003) que l'action «Notre Jeûne fédéral» a consacrée à l'Afrique subsaharienne. Les années 2001 et 2002 étaient respectivement réservées aux initiatives locales dans le mode paysan et à la promotion de la santé, deux thèmes également prioritaires pour améliorer les conditions de vie dans cette région.

Auparavant, l'action «Notre Jeûne fédéral» s'était arrêtée en Inde et au Népal (1998-2000). En 2004, l'action fait exception en se concentrant pour une année sur le sort des enfants et des jeunes de différents pays, avant de repartir pour une période de trois ans dans une autre région géographique défavorisée : l'Amérique du Sud.

### **Principes des projets présentés**

Les projets de l'Action de Carême, Helvetas, Pain pour le prochain et Swissaid, dont les rapports d'activité 2003 sont présentés ci-après, répondent aux critères communs suivants :

### *Des communautés comme groupes cibles*

Chaque appui s'adresse à un groupe de population précis et est coordonné avec d'autres acteurs de la société civile, voire avec l'Etat. Des aides individuelles ne sont dès lors pas accordées.

### *La coopération avec les partenaires du Sud*

Les critères de partenariat impliquent de leur part le respect des droits des communautés avec lesquelles elles collaborent. Ils impliquent qu'elles assument leurs devoirs envers les organisations et les bailleurs de fonds. Elles n'accordent donc pas des dons et une aide sociale sans contrepartie, mais nous définissent des contrats avec des conditions précises pour les deux parties dans chaque projet de développement. Ceci nécessite une relation de confiance avec leurs partenaires au Sud.

### *L'accompagnement, le suivi et l'évaluation*

L'accompagnement et le suivi de chaque projet sont assurés à travers des rapports réguliers des partenaires et des voyages sur le terrain des responsables de programmes. Les évaluations continues de chaque intervention, effectuées ensemble entre partenaires locaux et ONG, sont menées, si nécessaire, avec des consultants extérieurs et permettent de mesurer les effets et les résultats des projets.

### *La professionnalisation et la spécialisation*

Chacune des quatre organisations travaille avec une équipe de professionnels de la coopération et des spécialistes dans ses propres domaines. Ces équipes sont responsables de concrétiser les lignes directrices de chaque organisation dans des projets de développement en collaboration avec les partenaires au Sud. Afin de réaliser un travail de bonne qualité, une spécialisation par domaine d'intervention et une concentration géographique se révèlent indispensables.

## **Utilisation des apports financiers et remerciements**

Dans l'ensemble, les quatre ONG Action de Carême, Helvetas, Pain pour le prochain et Swissaid peuvent assurer que les dons et subventions qu'elles reçoivent pour leurs projets de développement dans le Sud sont utilisés avec professionnalisme, efficacité et transparence. Les organes directeurs et de contrôle des quatre organisations définissent, sélectionnent et vérifient tous les projets réalisés sur le terrain. Des institutions extérieures aux ONG sont responsables des contrôles comptables prévus par la loi.

Elles remercient chaleureusement les différents partenaires de leur engagement et de leur générosité : Comité cantonaux, communes et cantons, paroisses et donateurs privés. Elles adressent un remerciement tout particulier aux autorités du canton de Neuchâtel, qui appuient l'action «Notre Jeûne fédéral» par une subvention importante.

# **Action de Carême – Sénégal**

## **Développement d'une agriculture saine et durable sur la côte Ouest**

### **Partenaires et objectifs**

Le programme mené par l'organisation partenaire locale Enda Pronat, dont l'objectif est le développement d'une agriculture saine et durable sur la côte Ouest du Sénégal, est actuellement dans la dernière année de la phase triennale.

Les objectifs spécifiques du programme étaient :

- le renforcement organisationnel et institutionnel de la fédération des unions villageoises,
- le financement des moyens de production par la mobilisation de l'épargne locale,
- la maîtrise des techniques et pratiques d'une agriculture saine et durable.

### **Activités et résultats**

#### *Renforcement organisationnel et institutionnel de la fédération des unions villageoises*

Les 24 villages faisant partie du projet ont créé cinq unions. Un animateur ou une animatrice travaille pour chaque union et suit les activités dans les villages. Notre partenaire Enda Pronat a formé les animateurs en collaboration avec l'Ecole nationale d'économie appliquée pour leur dispenser les connaissances et les instruments nécessaires à leur travail.

Actuellement, l'État sénégalais crée de plus en plus de structures décentralisées de développement dans les villages et les régions. En collaboration avec la population, les organisations concernées ont réfléchi à la façon d'utiliser efficacement ces structures.

#### *Renforcement des moyens de production par la mobilisation de l'épargne locale*

Des groupes d'épargne et de crédit ont été créés dans certains villages. Leur but est de renforcer l'épargne locale en faisant appel à la solidarité mutuelle. Lors d'une assemblée, les villageois ont discuté des difficultés apparues durant la phase initiale et ont imaginé des solutions. Les crédits ont notamment permis à des jeunes de revenir à la campagne, une façon de freiner l'exode rural qui fait des ravages dans la région. Les familles ont ainsi plus de bras pour cultiver leurs champs. De surcroît, les groupes d'épargne permettent aux paysans de s'affranchir en partie de leur dépendance envers les commerçants.

En collaboration avec Bassoum Souleymane, le consultant de l'Action de Carême au Sénégal, et avec l'organisation UGPM, Enda Pronat a réalisé une étude sur les causes et les conséquences de l'endettement. Les recommandations qui en sont actuellement tirées seront mises en œuvre avec la population locale.

#### *La maîtrise des techniques et pratiques d'une agriculture saine et durable*

Les champs-écoles sont un lieu d'apprentissage et d'échange où coexistent le savoir traditionnel et les connaissances scientifiques. Il existe des champs-école en maraîchage et arboriculture, en cultures céréalières et en reboisement. Des cours ont été dispensés sur ces champs aux paysannes et paysans. Le scepticisme du début, suscité par la culture sans engrais chimiques ni pesticides a été balayé par le volume des récoltes. Les participants se sont en effet rendu compte qu'une telle culture non seulement protège les ressources naturelles mais abaisse aussi les coûts de production. L'entretien des champs a cependant

parfois posé de gros problèmes aux unions : outre le manque d'eau, les responsabilités n'étaient pas clairement définies pour certains champs. Les responsables du projet et les animateurs sont conscients de ce problème et y voueront l'attention voulue lors de la prochaine phase.

L'agriculture biologique a aussi été promue en dehors des champs-écoles. Ainsi, les paysannes et paysans ont fait de bonnes expériences avec un pesticide biologique. Actuellement, ils sont bien conscients des dangers des pesticides traditionnels et certains d'entre eux ont commencé à renoncer totalement à leur emploi. Dans le maraîchage, ils utilisent maintenant la fumure organique, bonne tant pour le sol que pour les légumes. Le sol surexploité et épuisé peut ainsi redevenir peu à peu fertile. Différentes initiatives ont été prises contre la salinisation du sol. En raison du manque de pluie, la production de riz et de maïs a été inférieure aux prévisions l'an passé. La diversification de la production est importante, tant pour conserver le sol (éviter la monoculture) que pour commercialiser les produits ainsi obtenus.

#### *Visites et réseaux d'échange*

Un échange d'expériences a eu lieu avec des organisations intéressées par différents volets du projet. Enda Pronat a ainsi reçu la visite d'organisations non gouvernementales du Sénégal et des pays voisins ainsi que d'organismes officiels. Par ailleurs, des représentant(e)s d'Enda Pronat et de la population cible ont rendu visite à d'autres projets pour tirer parti de l'expérience de ceux-ci.

#### *Enjeux pour l'avenir*

Si de gros progrès ont été accomplis en ce qui concerne tant la production agricole que le renforcement institutionnel, il n'en reste pas moins que beaucoup reste encore à faire. La lutte contre la salinisation se poursuit, tout comme les différents efforts pour améliorer le rendement agricole ainsi que la recherche et l'expérimentation sur les champs-écoles.

#### **Aspects financiers**

La somme de **143 060 francs** allouée à l'Action de Carême par «Notre Jeûne fédéral» a permis la réalisation du projet et le budget prévu a été respecté.

Les comptes sont vérifiés par une instance extérieure à l'Action de Carême et sont à disposition au secrétariat. Ils peuvent être consultés sur demande.

Action de Carême

Anette Homlicher, Philipp Rohrer, novembre 2004

## **Helvetas – Bénin**

### **Promotion de l'agriculture et de la gestion écologique du terroir**

#### **Partenaires et objectifs**

Le Programme de promotion de l'agriculture et de la gestion écologique du terroir AGET d'Helvetas au Bénin a été lancé en janvier 1998. La démarche adoptée est celle du partenariat avec des ONG et des bureaux techniques privés, dont le rôle est de diffuser, par des mesures de formation et d'encadrement, des méthodes agricoles et de gestion des ressources naturelles au sein des communautés villageoises, et de développer des filières d'intérêt économique pour augmenter les revenus des productrices et producteurs.

Les partenaires principaux de ce programme, qui intervient dans les régions rurales défavorisées, sont LDLD (Lever pour le développement local durable) à Dassa-Zoumè, une ONG qui vise essentiellement un service de proximité aux producteurs de riz pluvial sur les terres sous-exploitées des bas-fonds, et MGE Conseils (Management-gestion-expertise conseils, ex-GERAM Conseils), qui est la seule structure d'appui véritablement professionnelle active dans le développement rural de la grande commune de Kétou.

Les objectifs du programme AGET étaient :

- l'augmentation de la productivité et du revenu agricole,
- l'amélioration de la gestion des ressources naturelles,
- le renforcement des capacités des organisations paysannes à la base par le développement de nouvelles filières agricoles, grâce notamment à des mesures de formation.

#### **Activités et résultats**

##### *Promotion des filières manioc/gari et des petits élevages dans la région de Kpankou*

L'appui via MGE Conseils pour améliorer la production et surtout la qualité de la transformation du manioc en gari, ainsi que l'organisation de 13 groupements de femmes pour une meilleure commercialisation de la production ont connu un succès inattendu. L'impact est directement mesurable par le nombre croissant de productrices voulant adhérer au programme et par la vente spectaculaire du gari (13 tonnes de gari vendues au début 2004, issues des récoltes 2003). La demande croissante du marché devrait permettre une professionnalisation et une extension du programme à l'avenir.

L'appui via MGE Conseils aux petits élevages a pu s'organiser à trois niveaux (ménages, villages, arrondissement) et le programme ne manque pas non plus de nouveaux adhérents.

##### *Promotion de la filière riz dans la région de Dassa-Zoumè*

L'appui du LDLD a permis d'intensifier la production de riz avec la mise en valeur de nouveaux bas-fonds et une extension des anciennes parcelles. A fin 2003, environ 500 producteurs de riz (dont un tiers de femmes) ont bénéficié de formation et d'appui technique pour produire du riz sur 41,2 hectares. Une étude socioéconomique prévue fin 2004 permettra d'analyser si l'augmentation de la production de riz, obtenue grâce notamment aux mesures de formation pallie les problèmes d'autosuffisance alimentaire et dans quelle mesure un appui dans la transformation et la commercialisation du riz est nécessaire.

### *Promotion de la filière coton biologique dans la commune de Savalou*

L'appui du LDLD par des mesures de formation a permis à 105 producteurs de coton d'expérimenter la culture biologique du coton sur une superficie initiale de 35 hectares. Mais seulement 77 producteurs dont 21 femmes ont finalement récolté du coton biologique en 2003 sur 25 hectares, avec une production totale de 4 tonnes de coton fibre. Globalement, les résultats sont au-dessous des attentes et des chiffres comparables du programme de promotion du coton biologique au Mali. Mais l'organisation des producteurs en groupements répartis sur 19 villages assez éloignés les uns des autres n'a guère contribué à l'efficacité du programme et des formations. Ce point devrait être corrigé à l'avenir. La commercialisation de la production par l'intermédiaire d'entreprises suisses s'est par contre bien déroulée, avec une très bonne qualité de la fibre.

### *Promotion de la filière ananas et ananas bio dans la zone d'Allada*

Il s'agit ici d'un projet complémentaire, géré directement par Helvetas Bénin, à la suite de la découverte d'un marché inattendu et au potentiel important : les ananas et ananas bio. Un financement a permis au Centre de séchage de fruits tropicaux (partenaire commercial de Claro/Magasins du Monde et fournisseur des ananas séchés vendus par Helvetas en Suisse) de construire deux séchoirs à gaz supplémentaires afin de faire face à la demande croissante pour des produits séchés et notamment les ananas bio.

Un autre soutien financier accordé à l'Union des Groupements de Producteurs d'Ananas de Toffo lui a permis d'organiser des mesures de formation aux techniques de production de l'ananas biologique, à la suite de quoi 135 personnes ont fait leurs premiers essais (concluants, aussi grâce à l'importante demande) en production d'ananas biologique sur des parcelles collectives de 1,5 hectare chacune dans sept zones différentes.

### **Aspects financiers**

La somme de **136 060 francs** allouée par «Notre Jeûne fédéral» a permis de financer le Programme de promotion de l'agriculture et de la gestion écologique du Terroir AGET d'Helvetas au Bénin. Les dépenses globales propres d'Helvetas en 2003 pour ses projets se sont élevées à 416 842 francs et 10 centimes.

La Direction du développement et de la coopération (DDC) cofinance le programme d'Helvetas au Bénin.

Les comptes vérifiés sont à disposition au secrétariat romand d'Helvetas et peuvent être consultés sur demande.

Helvetas  
Patrick Schmitt, novembre 2004

# **Pain pour le prochain – Sénégal**

## **Programme d’alphabétisation et d’agriculture durable**

### **Partenaires et objectifs**

Le Centre d'études, de recherche et de formation en langues africaines (CERFLA) vise à renforcer les groupes ruraux de base dans la région de Ferlo, région isolée située au cœur du Sahel, alors que l'Union pour la solidarité et l'entraide (USE) travaille au maintien des conditions de vie de la population rurale dans la région de Podor.

Pour la région de Ferlo, les objectifs étaient :

- le renforcement des groupes ruraux par l'alphabétisation dans les langues nationales afin de les encourager à prendre part au développement local de leurs zones respectives,
- l'appui aux élus locaux partenaires du CERFLA,
- la création de réseaux entre les différents groupes villageois,
- l'établissement de contacts avec les structures de prestations de services,
- l'identification et la revalorisation du savoir paysan local.

Pour la région de Podor, les objectifs étaient :

- le renforcement des connaissances et compétences des populations,
- la consolidation des capacités d'organisation et de production des collectivités locales,
- l'appui aux initiatives locales de développement communautaire,
- l'appui aux activités de gestion durable des ressources naturelles.

### **Activités et résultats**

*Pour la région de Ferlo*

- **Alphabétisation** : sept sessions de renforcement des capacités et une session de formation de facilitateurs en alphabétisation ont été organisées. Les capacités en alphabétisation des actrices et acteurs communautaires ont été améliorées. Au total, 103 personnes issues de 24 communautés villageoises ont été formées. Elles appuient aujourd'hui l'organisation et la gestion des activités communautaires dans leur village respectif. Le potentiel des facilitateurs en alphabétisation a été amélioré. Dix-neuf personnes issues de neuf communautés villageoises conduisent des activités d'alphabétisation dans leur localité respective.
- **Formation sur les textes juridiques et réglementaires, sur l'élaboration de projets et leur suivi, sur les techniques de gestions administrative et financière** : trois sessions de formation sur la gestion des organisations ont été organisées pour trois organisations de femmes ainsi qu'une session de formation sur la problématique genre. Ces sessions font partie intégrante du processus que le CERFLA a mis en place pour appuyer l'implication des femmes dans le développement local. Une session de formation sur la gestion organisationnelle et financière d'un forage a été organisée pour le comité de gestion du forage de Younouféré.
- **Organisation d'échanges entre groupes ruraux et autres acteurs** : deux rencontres-échanges ont été organisés à Linguère entre les organisations de base, partenaires du

CERFLA, qui ont mis en place un processus de concertation des organisations agropastorales.

- Elaboration d'un répertoire des compétences locales : deux études de milieu portant sur 13 communautés villageoises ont permis une meilleure connaissance des acteurs et des dynamiques locales des nouvelles zones d'intervention du CERFLA.

*Pour la région de Podor*

- Activités d'alphabétisation et de postalphabétisation dans 50 villages : 20 centres d'alphabétisation ont fonctionné grâce à l'appui pédagogique d'animateurs; 758 personnes ont participé à ces cours, principalement des femmes. Le travail d'édition de deux livres de postalphabétisation est en cours. Deux numéros du journal *Bamtaare* sont parus.
- Formation pour la promotion féminine et activités culturelles et socioéducatives : quatre organisations de base ont bénéficié d'appui-conseil et 29 centres ont fonctionné dans le cadre du programme (formation en couture, teinture et broderie); 2268 personnes sont inscrites dans ces centres.
- Organisation de sessions de formation liées aux activités des populations: 84 séances d'animation ont été mises sur pied touchant 2715 personnes. Réalisées par les animateurs de l'USE, avec l'appui de membres des organisations de base, ces séances visent à informer et sensibiliser la population en vue de changements positifs. Les thèmes abordés sont divers : rôle de l'alphabétisation dans le processus de développement, gestion des comités d'alphabétisation, éducation des enfants et plus particulièrement scolarisation des filles, rôle des associations villageoises, gestion des ressources naturelles, épargne et crédit, commercialisation de fruits locaux et santé.
- Renforcement de la formation à la citoyenneté et participation à l'élaboration des plans locaux : les animateurs ont participé à l'élaboration des plans locaux de développement de six communautés rurales.
- Formation, information et sensibilisation en matière de gestion des ressources naturelles: appui aux activités de protection de l'environnement, de valorisation des espèces fruitières locales, à l'introduction d'espèces exotiques. L'USE a facilité l'acquisition par la population de près de 6000 plants fruitiers (citronniers, manguiers, papayers, dattiers) et forestiers tels qu'eucalyptus. De plus, l'USE a offert son appui pour la mise en place d'une pépinière villageoise et d'une bananeraie de 70 pieds avec deux variétés. Plusieurs formations ont été organisées pour quatre organisations de base portant sur les codes forestier et de l'environnement, la lutte contre les feux de brousse et la valorisation des fruits locaux.

### **Aspects financiers**

La somme de **143 060 francs** allouée à Pain pour le prochain par «Notre Jeûne fédéral» a permis de financer le programme Sahel de l'Entraide protestante suisse que Pain pour le prochain a soutenu en 2003 à raison de 235 000 francs. La Direction du développement et de la coopération (DDC) finance également ce programme.

Des rapports plus détaillés sont disponibles auprès du secrétariat de Pain pour le prochain.

Pain pour le prochain

Anne-Lise Jaccaud Napi, novembre 2004

## **Swissaid – Niger**

### **Amélioration des conditions de vie à Mouléla**

#### **Partenaires**

Au Niger, les partenaires de Swissaid sont essentiellement des communautés villageoises, très responsables quant à leur avenir. Mouléla – qui signifie «se détendre» – est situé dans la partie nord de l'arrondissement de Tahoua. On y dénombre 444 âmes, dont 111 chefs de ménage. Son organisation sociale était la suivante : un chef du village, un chef religieux, un groupement de femmes et une organisation de jeunes. La personnalité centrale du village était la présidente du groupement féminin. Le village, distant de quelque 50 km de Tahoua, est accessible seulement pendant la saison sèche, les passages dans les vallées étant impraticables à la saison des pluies. Ce projet, d'une durée de trois ans, voulait améliorer les conditions de vie de la population grâce à la mise en œuvre d'activités dans le domaine de la sécurité alimentaire, le renforcement des capacités et des infrastructures locales.

#### **Objectifs du programme**

- L'objectif général de ce projet était de favoriser l'amélioration des conditions de vie des populations grâce à la mise en œuvre d'activités ciblées dans le domaine de la sécurité alimentaire et le renforcement des capacités et des infrastructures locales.
- Les objectifs spécifiques étaient de soutenir, dans une démarche participative, le maintien et la valorisation des ressources locales pour générer des revenus collectifs et privés ainsi que d'appuyer les stratégies locales de réhabilitation qui auraient aidé les ménages les plus vulnérables face à l'insécurité alimentaire et à l'absence de services sociaux de base. Sans oublier le volet «formation» qui devait les accompagner à tous les stades de ces divers apprentissages : reforestation, conservation des eaux et restauration des sols, construction de foyers améliorés, gestion de microcrédits, technique de construction de puits et cours d'alphabétisation destinés aux femmes dispensés par un instructeur agréé.

#### **Activités et résultats**

##### *Un projet stoppé...*

Ce projet commencé à la fin mai 2002 a dû être arrêté en raison notamment de difficultés rencontrées avec sa mise en œuvre premièrement et, deuxièmement, parce que le comité villageois n'avait pas la capacité d'en assurer l'exécution. Deux anciens agents animateurs d'une autre petite ONG soutenue par Swissaid près de ce village, ancienne partenaire de la fondation au Niger, avaient été retenus pour appuyer ce comité villageois. Cette décision a été une erreur : ces deux animateurs ont pris ce projet au profit de leur ONG et non à celui du village de Mouléla. D'autre part, ils étaient par trop dirigistes et ne voulaient pas tenir compte des remarques de Swissaid au Niger.

##### *...mais des fonds déjà engagés*

Cependant, des fonds avaient déjà été engagés à hauteur de 4,2 millions de FCFA, soit 15 500 francs, qui ont été utilisés notamment comme suit :

- 2,2 millions de FCFA pour acheter deux tables de tressage de grillage, 100 rouleaux de fil de fer galvanisé, 5 tonnes de céréales et les frais d'assistance technique.
- 1,5 million de FCFA pour acheter des matériaux en vue de la construction de la case d'alphabétisation.
- 500 000 FCFA pour assurer l'encadrement et le suivi.

## **Proposition de remplacement de Swissaid à «Notre Jeûne fédéral» : appuyer l'Association pour la promotion des groupements ruraux – APGR**

- «Notre Jeûne fédéral» avait déjà appuyé en 2001 cette association, qui a rencontré des succès certains. On compte en effet, pour la commune de Gaya, cinq groupements dont trois féminins et deux mixtes et, dans la zone de Magorou, cinq groupements dont trois féminins, un mixte et un masculin. L'augmentation du nombre des groupements est la conséquence du succès obtenu avec les deux premiers projets.
- Ce programme vise essentiellement la réduction de la pauvreté des populations en milieu rural à travers une meilleure organisation sociale pour développer des activités génératrices de revenus.
- La femme est au centre de la problématique de ce projet. Les 52 % de la population du pays sont de jeunes femmes pour la plupart. Elles sont présentes et actives dans les domaines de production aussi bien en zone rurale (production agricole) qu'en milieu urbain (commerces et services). Mais la condition de la femme au Niger se présente actuellement comme suit : le travail de la femme n'est pas valorisé, son statut social est bas, elle souffre de discrimination au foyer et dans les services, les jeunes filles ne sont pas prioritaires pour aller à l'école, elles sont mariées très jeunes (moins de 15 ans) sans leur consentement, la femme subit la polygamie qui autorise légalement quatre femmes pour un seul homme avec le droit de celui-ci de pratiquer la répudiation.

### **Les activités du programme**

- appui à la production agricole,
- développement d'activités génératrices de revenus,
- amélioration du cadre de vie des populations,
- promotion du développement social villageois,
- renforcement des capacités organisationnelles et de gestion des groupements.

### **Les résultats attendus**

- les rendements agricoles sont accrus,
- le revenu des femmes est augmenté,
- le cadre de vie est amélioré,
- la promotion du développement socioculturel dans les villages est assurée,
- le renforcement des capacités d'organisation et de gestion des membres des groupements est garanti.

### **Aspects financiers**

Swissaid ne saurait trop remercier le Comité romand de «Notre jeûne fédéral» d'accepter ce changement impromptu – et que rien ne laissait présager évidemment – en faveur de l'amélioration de la situation de la femme au Niger. Avec son assentiment, nous reporterons les **143 060 francs** obtenus pour le projet de Mouléla à celui d'APGR, dont le budget 2004 est de 200 000 francs. Un descriptif du projet lui sera soumis. Il va sans dire que nous lui ferons tenir, avec le Rapport 2004, un rapport spécial faisant état de l'avancement de ce projet.

Swissaid  
Christiane Droz, novembre 2004